L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS VENDREDI MATIN, 12 JUIN 1874. 47me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI, 12 JUIN.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Placido J. Spear, rue Royale N. près de la rue de la Douane.—tapis, pianos, montre, meubles de chartres, cheval, vernis, etc. etc. Aussi, rue Royale, entre Fort et St. Ferdinand—meubles.

Par M. W. Newman, au No. 16 de la rue de Chartres, Bottes, souliers et brodequins.

Par O. Valezon, aux Nos 55 et 57 rue des Magasins—pomt de veaux français.

ATTENTION!

Vente continuée!!

La vente à l'encan, par le Shérif, de marchandises, échoué, etc., sera continuée et close aujourd'hui à son entrepôt, No 29 et 25, rue d'Orléans Deuxième District.

La vente commencera à 10 heures et demie. A. M.

Succession d'Henri Fisard.—Il sera vendu aujourd'hui, 12 juin, à 10 heures et demie, au No 55 de la rue Royale, près de la rue de la Douane—pour le compte de la susdite succession—ameublements Victoria riches, de chambres à coucher, en bois de rose et noyer noir, meubles de salon, meubles de salle à manger et d'autres utiles articles de ménage ; 2 charrettes à meubles, 2 barils de vernis et un cheval. Le public est prié de venir examiner les articles avant la vente qui est positive.

SPECTACLES.

Vendredi, 12 Juin.
SALLE GRUNEWALD.—Grand Concert.

Le verdict du Juri.

Le 12 avril 1873, l'organe de l'usurpation Kellogg annonçait avec exaltation que les nègres organisés dans la paroisse Grant, armés de carabines perfectionnées, exercés au maniement des armes, étaient prêts à *nettoyer* la minorité blanche de la paroisse. Averti depuis quinze jours, du soulèvement des noirs, de leurs déprédations, de leurs menaces odieuses, de leurs actes de violence, le pseudo-gouverneur se gardait bien d'envoyer ses métropolitains pour rétablir l'ordre et protéger les existences et les propriétés des citoyens paisibles de la paroisse. Il comptait évidemment que ses alliés noirs auraient raison de leurs adversaires et que le massacre de quelques blancs terroriserait la population blanche de l'Etat et lui ferait cesser toutes les manifestations d'opposition à son gouvernement.

Mais, contrairement aux fanfaronnades du *Republican*, aux désirs des radicaux et aux calculs et aux espérances de M. Kellogg, les bandits nègres si bien armés, si bien retranchés dans la maison de cour, n'ont pas réussi à massacrer la poignée de citoyens courageux qui, sous les ordres des seuls officiers légaux de la paroisse, s'étaient réunis pour mettre fin aux scandaleux états de cette bande de quatre ou cinq cents nègres recrutés par des blancs infâmes pour mettre la paroisse au pillage. Ce n'est pas la minorité blanche qui a été *nettoyée*, suivant l'expression du *Republican*. Les chefs radicaux blancs qui s'étaient mis à l'abri, ont échappé au châtiment qu'ils avaient si bien mérité et quelques-unes de leurs dupes ont payé de leur vie leur folle et criminelle tentative.

Aussi furieux que surpris de ce résultat inattendu, les chefs radicaux, en ville, résolurent d'en tirer tout le parti possible, et le "massacre de Colfax" devint un de leurs grands arguments contre les fusionistes.

L'œuvre de rancune et de vengeance commença alors. D'usurpateur, qui eût pu si facilement prévenir le conflit, envoya une de ses brigades, sous les ordres de DeKyne, faire la chasse aux blancs respectables de la paroisse, engiobés dans une accusation générale et compliquée de conspiration et de meurtres, basés sur la loi des Ku-Klux. On connaît le résultat de cette chasse. Sur cent citoyens recherchés, neuf seulement furent arrêtés, et ils ont eu à subir les tortures morales et physiques d'un long emprisonnement préventif et des deux jugements.

Un premier juri n'ayant pu être d'accord pour les acquitter, malgré une majorité très forte en leur faveur, ils se sont vus impitoyablement refuser une mise en liberté sous caution, à laquelle semblait leur donner droit le bénéfice du doute déjà acquis en leur faveur par les déclarations du juri.

Ce premier résultat devant un juri qui ne pouvait certes pas être soupçonné de partialité pour les accusés, a semblé exaspérer l'avocat de district Beckwith, qui, par un raffinement de procédure inconnu aux criminalistes, avait imaginé de faire prononcer contre chacun des accusés autant de mises en accusation qu'il y avait eu de nègres tués à Colfax. Il s'est donc mis à l'œuvre pour assurer un résultat différent dans le second jugement.

Le juge Durell a désigné pour composer une liste de 250 jurés, deux hommes connus pour leurs opinions radicales et par leur esprit de parti. Lorsque cette liste a été publiée, il n'y a eu qu'une opinion dans la communauté sur le parti pris qui semblait avoir présidé aux choix des jurés. Cependant, la liste comprenait encore un certain nombre de citoyens, sur l'intelligence et l'indépendance desquels on pouvait compter, mais la faculté de récusation accordée à l'avocat de district laissait peu d'espoir qu'aucun de ces hommes entrerait dans la composition du juri.

Une loi récente du Congrès prescrit de n'admettre sur les listes du jury des Etats-Unis, que les citoyens sachant lire et écrire. Malheureusement cette loi n'était pas applicable dans le cas actuel, et M. Beckwith, mû par un esprit contraire, s'est fait une règle de récuser tous ceux qui avaient lu les débats du précédent jugement dans les journaux, règle absurde et inique qui équivaut à l'exclusion du juri de tous les citoyens sachant lire.

Malgré toutes les mesures et toutes les précautions prises pour avoir un juri tout à la dévotion de l'accusation, le juri comprenait encore, cependant, des hommes animés de bonnes intentions et disposés à rendre justice aux accusés. C'est à leur ignorance que nous devons attribuer le verdict de culpabilité qu'ils se sont laissés entraîner à rendre contre trois des accusés. Le verdict qu'ils ont rendu est, en effet, absurde et insoutenable.

Ils ont acquitté les accusés des chefs relatifs au meurtre du nègre Tillman et les ont déclarés coupables de conspiration pour empêcher un assemblage de citoyens paisibles. Ceux des jurés qui étaient disposés à acquitter tous les accusés et qui se sont laissé arracher un consentement à ce verdict de compromis, n'ont pas évidemment compris la portée politique du verdict qu'ils rendaient.

Il résulte, en effet, de leur verdict que les nègres ont tous les droits en Louisiane et que les blancs n'en ont plus aucun. Si la prise de possession armée de la maison de Cour de Colfax, les levées forcées faites sur les habitants du voisinage, la poursuite des blancs, l'attaque à coups de fusil des réunions de blancs, les expéditions agressives, les violences, les menaces des noirs réunis à Colfax, donnent à leur assemblage le caractère paisible que lui reconnaît ce verdict, et s'il est criminel de la part des blancs de résister à un pareil assemblage, alors il faut dire que les nègres ont le droit de piller, de violer, d'incendier et de tuer et que les blancs n'ont qu'à se soumettre.

Ce verdict est absurde, mais il est rendu, c'est l'arrêt de la justice fédérale : c'est, d'ailleurs, le résultat prévu et cherché par cette monstrueuse loi dite des Ku-Klux, qui a déjà fait tant d'innocentes victimes. La constitutionnalité de cette loi est mise en question et les condamnés auront la lente et douteuse ressource d'un recours à la Cour Suprême des Etats-Unis.

Mais le verdict n'en est pas moins rendu et M. Beckwith, M. Kellogg et le juge Wood doivent triompher et dire que le juri les a justifiés en déclarant que l'assemblage des nègres de Colfax était paisible, et que ceux qui l'ont troublé étaient des criminels.

Eh bien! il n'y a pas dans toute la Louisiane un blanc ayant la conscience des droits de sa race, qui ne proteste contre ce verdict, qui ne se sente atteint par la sentence et qui ne se considère comme menacé dans ses intérêts, dans son existence, dans celle de sa mère, de sa femme, de sa sœur ou de sa fille par un précédent qui est la négation du droit de légitime défense pour les blancs, l'affirmation du pouvoir pour les nègres de commettre tous les méfaits.

Ceux qui hésitaient encore à accepter la formation de la LIGUE BLANCHE comme la seule ressource qui soit laissée aux blancs de s'affranchir d'une domination spoliatrice, brutale et de plus en plus menaçante, doivent comprendre que c'est là la seule voie de salut.

Le pouvoir exécutif fédéral a créé l'usurpation et la soutient.

Le pouvoir législatif se retranche dans une neutralité honteuse refusant de reconnaître l'usurpation et n'osant la renverser.

Le pouvoir judiciaire qui a servi d'instrument à l'usurpation, loin de nous offrir un recours ou une protection, est une menace constante suspendue sur nos têtes, puisqu'il sort à produire des verdicts comme celui dont nous nous occupons.

Que reste-il donc aux blancs de la Louisiane?

Une soumission dégradante qui ne convient qu'aux âmes viles et corrompues.

Ou une organisation vigoureuse pour préparer par toutes les voies encore ouvertes, le renversement de l'usurpation et la fin de la domination noire.

Entre ces deux alternatives, la masse de la population blanche n'hésitera pas, et les 72,000 électeurs qu'elle compte dans son sein se préparent à remporter, au scrutin de novembre, une victoire électorale éclatante, qu'ils sauront ensuite faire respecter envers et contre tous, avec le courage et l'énergie qui conviennent à des hommes libres revendiquant les droits que leur garantit la Constitution de la république.

CONCERTS POPULAIRES D'ÉTÉ.—La salle Grunewald ouvrira ce soir ses portes aux dilettanti qui ne sont pas insensibles au charme d'une bonne musique bien exécutée. Le programme que nous publions ci-dessous offre un attrait particulier par le choix des morceaux et par Maddition d'un morceau de chant. M. Mayan, exbasse de la troupe d'opéra, chantera un grand air d'Œdipe à Colonne. Voici du reste le programme :

Grande marche du Prophète...Meyerbeer.
Ouverture de la Dame Blanche...Boildieu.
Quintette pour piano, violon, alto, violoncelle et basse.....Hummel.
Valse, Flowery Paths.....R. Meyer.
Ouverture d'Oberon.....Weber.
Air de basse, Œdipe à Colonne...Sachini chanté par M. Mayan ex-basse de l'Opéra.
Transcription de "Good Night."...Kucken.
Potpourri des Huguenots.....Meyerbeer.
Valse, Wine, Woman and Song.....Strauss.
Polka, Electric Drum.....

Il aura aussi une matinée avec le concours de la petite Nettie Love De Coursey. Les enfants seront admis pour 25 cents.

PROCHAINE CLOTURE.—Depuis quelques jours les vente de MM. H. B. Stevens & Co., au coin des rues St-Charles et Commune, sont immenses. Les acheteurs savent tous maintenant que leur stock d'habits pour cavaliers, jeunes garçons et enfants, est offert à des prix de liquidation réelle, c'est-à-dire à des prix de sacrifice, et chacun veut en profiter en se hâtant d'aller faire son choix. Cette conduite est judicieuse. Un stock ainsi offert au rabais ne peut durer toujours, et quand on pense que les articles qui le composent sont tous de premier ordre, on n'est plus étonné que d'une chose, c'est qu'ils ne soient pas déjà écoulés. Presser-vous si vous voulez profiter de l'occasion.

C'est samedi, 20 juin
C'est samedi, 20 juin
C'est samedi, 20 juin
Que la loterie de la Louisiane
Que la loterie de la Louisiane
Que la loterie de la Louisiane
Distribuera ses 300 lots
Distribuera ses 270 lots
Distribuera ses 270 lots.
C'est samedi, 20 juin.

Le temps du trajet pour se rendre aux divers points au Nord, est de plusieurs heures plus court par la voie de Mobile que par toute autre route. C'est la seule ligne qui ait des voitures dites "Pullman Palaces Cars" de cette ville à Louisville, Charlotte et les eaux de la Virginie. Deux changements de moins que par toute autre ligne pour tous les points au Nord.

MEUBLES! MEUBLES!!—La popularité du magasin de meubles de Jos. B. Hubbard, coin Remparts et Perdido, va croissant tous les jours. Cette vogue s'explique aisément pour le bon marché exceptionnel dont M. Hubbard s'est fait une loi invariable. On trouve chez lui des meubles pour toutes les bourses, des meubles de luxe pour le riche, des meubles modestes, mais bons et solides, pour le pauvre. Nous signalons avec plaisir son magasin à nos lecteurs.

ASSESSEMENT No 164 et 165.—Voyez à la colonne des notices spéciales la mort d'Honoride Lacoste et de Margaret Umbausen, payable au bureau de la "Mutual Aid and Benevolent Life Insurance Association," No 19, rue du Camp.

L'EMPEREUR DE RUSSIE EN ANGLETERRE.

On écrit de Londres à *l'Indépendance belge* :

"Le czar a visité le 20, à Woolwich, l'arsenal et la fonderie de canons, après avoir passé en revue les seize bataillons de l'artillerie royale. Il a examiné avec la plus vive attention les laminoirs, les machines à enrouler les barres de fer pour les canons, les machines à aléser, à forer, à tourner, et la collection des modèles de toutes les pièces de canon. On avait d'abord censé à le faire assister à la fonte d'un canon de 38 tonnes, mais on y a renoncé, et le colonel Philpotte s'est borné à lui donner tous les détails relatifs à cette opération.

"La princesse de Galles et la duchesse d'Edimbourg, étaient dispensées, bien entendu, de visiter tous ces ateliers infernaux, et elles ne sont allées rejoindre l'empereur qu'au *lunch* qui était servi à la salle d'artillerie. L'empereur s'est entretenu pendant quelque temps avec le prince impérial, qui, vous le savez, achève ses études à l'école de Woolwich. La revue d'artillerie avait la plus considérable à laquelle on ait jamais assisté en Angleterre, car elle représente seize batteries comptant plus de 100 canons. Un grand nombre de personnes avaient reçu des billets pour entrer à l'arsenal, et circulaient en liberté dans tous les ateliers et sur le pas age du czar.

"Hier, à Aldershot, Alexandre II admirait la tenue de l'infanterie anglaise, la solidité des grenadiers, des co'dstreams, des life-guards et des highlanders ; il reconnaissait également que la cavalerie anglaise était tout aussi bien montée que la sienne dont il est si fier. sa visite à Woolwich a produit le plus grand effet sur lui, et à le voir, les sourcils froncés, écouter les explications et les descriptions de machines et examiner, muet et en proie à la réflexion, tous ces formidables appareils, on devinait que comme Pierre le grand, lui aussi il projetait de profiter de son voyage et de créer dans ses Etats ce qu'il admirait chez les autres.

"Le czar Pierre, en effet, après avoir assisté à la revue navale de Spithead, disait qu'il préférerait être amiral anglais que czar de Russie, et il travaillait au Dockyard afin d'apprendre la construction des navires. Alexandre II n'ira pas travailler dans les chantiers, mais soyez sûr qu'il va agrandir ses arsenaux afin d'être de niveau avec ses fidèles alliés et amis d'Angleterre.

"La corporation de la cité de Londres a soumis hier à l'approbation du czar le dessin de la cassette d'or dans laquelle sera offerte la fameuse adresse de bienvenue. Comme je vous l'avais dit, il avait été question d'offrir au czar le *freedom* de la cité, mais des influences russes se sont fait sentir, on craint que cela ne produisit mauvais effet en Russie, où le parti moscovite n'aime ni les ovations, ni les concessions, ni les emprunts de coutumes étrangères."

—On lit dans le *Droit* :

"Un sergent-major du 54e de ligne, caserné rue de Lille, s'est suicidé dans sa chambre en se tirant un coup de fusil dans la tête. Il avait laissé près de lui une lettre adressée à ses chefs et conçue en ces termes :

"Je vais me faire sauter la cervelle parce que je n'ai pas atteint le but que je m'étais proposé. Je sais que vous savez que j'ai perçu en plus, et c'est pour cela que je suis parti. J'ai tout dépensé en faisant la noce avec les femmes, et je dois par conséquent maintenant la somme suivante : 379 fr. 45 cent."

CHRONIQUE DE LA VILLE.

COUR DE CIRCUIT DES ETATS-UNIS

Les prisonniers de la paroisse Grant.

Nous n'avions pas saisi parfaitement le sens du verdict du jury dans le procès des prisonniers de la paroisse Grant, tel qu'il a été donné, avant hier soir, et le fait est qu'il aurait été fort difficile à personne de le comprendre convenablement, avec les termes employés par le président des douze patriotes, Alexander McKee.

Comme nous n'avions jamais pu, non plus ire jusqu'au bout l'interminable affidavit qui contient les trente-trois chefs d'accusation de M. Beckwith J.K., avocat de District des Etats-Unis, nous ne savions pas que dans les sept premiers de ces chefs d'accusation, il n'était question que de la conspiration pour disperser une assemblée paisible : tandis que dans les dix-sept autres il était fait mention de meurtre.

Dans le verdict, nos trois honorables concitoyens, messieurs John Hadnot, William Irwin et William Cruishank, n'ont donc été trouvés coupables que de conspiration seulement, et le jury a déclaré non fondée l'accusation de meurtre.

Le maximum de la peine en pareil cas est dix ans de travaux forcés et $500 d'amende. Les trois condamnés, comme nous l'avons dit, ont été recommandés à la clémence de la cour.

Le premier des trois, M. John Hadnot, âgé de vingt ans, marié et père de famille, est un jeune homme imberbe, à la taille bien prise, à la figure ouverte et loyale. Il est natif du Texas et c'est le neveu du l'honorable Hadnot, membre de la Législature légale, qui a été tué par les nègres devant la maison de Cour de Colfax en portant le drapeau parlementaire.

M. William Irwin est né dans l'Etat de l'Alabama. Il est âgé de trente trois ans, il est marié et il a plusieurs enfants. M. William Cruishank, est louisianais de naissance et il a été fait prisonnier par les mêmes planteurs les plus influents de la paroisse Grant. Il est âgé de cinquante ans, marié comme ses deux autres compagnons, et il a une nombreuse famille.

Aussitôt après lecture du verdict, M. Beckwith a demandé que tous les huit prisonniers, y compris les cinq, MM. Austin E. Gibbons, Alexandre Hickman, Benjamin Penn, Prudhomme et Donne Lemoine, qui avaient été acquittés, fussent renvoyés en prison jusqu'au lendemain, attendu, que son intention était de donner un nouveau jugement sous les mêmes chefs d'accusation,—conspiration et meurtre,—substituant seulement le nom de Williams de Williams dans l'affidavit, à celui d'Alexandre Tillman.

Il en a été fait ainsi.

A onze heures, hier matin, la salle de la Cour de Circuit était encombrée par une foule très nombreuse et sympathique.

Le juge Woods a pris son siège et les huit prisonniers ont été conduits en Cour.

M. Beckwith alors a lu un document dans lequel il a déclaré déclarer qu'il ne s'opposait pas à ce que les cinq acquittés fussent mis en liberté sous caution, comme M. Alfred C. Lewis, le neuvième prisonnier, pouvu de cautionnement à comparaître devant la Cour pour être jugés de nouveau quand on aura besoin d'eux.

Un grand nombre de son amis l'attendaient sur le quai pour lui faire leurs adieux, et d'autres devaient l'accompagner jusqu'à Cincinnati, où, unis le steamer Willy qui devait prendre le Gouverneur, a repris son voyage d'un jour, et ne partira que cette après-midi, à cinq heures.

Cour Criminelle Supérieure.

Cette nouvelle Cour présidée par le juge A. A. Atocha s'est ajournée hier matin jusqu'à l'automne prochain, laissant un grand nombre de causes sur le dossier.

La dernière affaire entendue est celle de Edward Coleman et Patrick Dowling, le premier accusé du meurtre de J. Bennet et le second de complicité. Dowling a rendu un verdict de culpabilité quant à Coleman et à déchargé Dowling.

BERTIN ENCORE UNE FOIS SOUS LES VERROUS.

Capture de ce fameux bandit par les agents du service secret.

La Nouvelle-Orléans est délivrée de son cauchemar et la police respire plus à l'aise! Bertin, le terrible, le redoutable Bertin n'est plus en présence comme un lièvre dans son gîte, et il repose en ce moment à l'ombre de la prison de paroisse.

Nos lecteurs qui aiment les articles à sensation seront désappointés, l'arrestation s'est faite de la façon la plus simple du monde. Il n'y a pas eu de coups de fusil tirés, aucun officier de police n'a mordu la poussière; bref, la chose s'est passée presque honteusement, sans escandale et sans tapage.

Bertin a baissé évidemment, ce n'est plus le bandit que l'on a tant vanté ; les années, le nombre de ses condamnations, les gants subalternes de l'association—qui ne sont pas la crême de la société—encouragés par le président, persistent à faire les besognes. Il a passé sous la surveillance de leurs propriétaires ou des agents de ceux-ci. M. Sewell dit que le président Force Pinterprétation de la loi n'a qu'à faire, en s'asseyant sur la gorge à la population des fauxbourgs. Le but de la société est de protéger les animaux contre des mauvais traitements et non de soutirer de l'argent à leurs propriétaires.

Les propriétaires d'animaux paraissent disposés, d'ailleurs, à se défendre par les moyens judiciaires.

Sept chercheurs de d'épaves, John Forbes, Thomas Lighfoot, Chas. Jenkins, By. Dclarke, John Smith, Mike Breton et Marins Pierre, ont été arrêtés sous l'accusation, prétendue fausse, que Thomas Williams et Waggeman d'avoir comme une attaque et tiré des coups de feu avec l'intention de commettre un meurtre. Ceci calmera l'ardeur de ces attrapeurs de vaches.

Départ du Gouverneur McEnery.

Comme nous l'avions annoncé, le gouverneur McEnery devait partir hier après-midi à cinq heures, pour sa résidence de Monroe, dans la paroisse Ouachita